

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 7 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TREZ FRANCE

Parc d'Activités de la porte de Mauriennne
73220 Val-D'arc

Références : 20250925-RAP-Aiguebelle-TREZ-InspectionPPC-RDB-PAC
Code AIOT : 0010700578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement TREZ FRANCE implanté PA de la porte de Mauriennne 73220 Val-d'Arc. L'inspection a été annoncée le 25/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TREZ FRANCE
- PA de la porte de Mauriennne 73220 Val-d'Arc
- Code AIOT : 0010700578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TREZ France fait partie du groupe AUREA, regroupant en France et en Belgique plusieurs entreprises du secteur de la collecte et du traitement des déchets.

La société TREZ a exploité jusqu'en novembre 2019 une installation de traitement de déchets dangereux zincifères sur son site de Val d'Arc – Aiguebelle. L'entreprise a ensuite procédé à une reconversion de ses activités vers le transit / regroupement d'huiles usagées. Ceci a fait l'objet d'un dossier de cessation partielle d'activité et de porter à connaissance, transmis en février 2020 au titre des articles R. 512-39-1 et R. 181-46 du code de l'environnement, et d'un arrêté préfectoral du 29 juillet 2020 mettant à jour l'autorisation d'exploiter. La société TREZ a élargi son champ de compétence en 2021 en prenant en charge aussi les liquides de refroidissement usagés ainsi que les filtres à huile.

Cette demande de modification n'ayant pas donné lieu à une évaluation environnementale, un arrêté préfectoral portant mise à jour de l'autorisation d'exploiter a été signé le 28 septembre 2021, autorisant depuis lors la société TREZ à exercer ses activités dans le cadre réglementaire en vigueur.

Par un dossier de porter-à-connaissance (PAC) reçu le 22 mai 2023 (complété en juin 2023), l'établissement TREZ a exprimé sa volonté d'étendre ses prestations pour répondre à une demande de ses clients (détenteurs d'huiles usagées), en proposant une prise en charge globale de l'ensemble de leurs déchets d'activités. Cette évolution constituait une modification des conditions d'exploitation du site, incluant notamment :

- l'ajout de codes déchets supplémentaires (issus de la réparation automobile), sans augmentation du volume total de déchets présents dans l'installation ;
- l'intégration d'une rubrique soumise à déclaration (2714).

Lors de l'inspection du 10 septembre 2024, l'exploitant a cependant revu sa position : il a renoncé à solliciter la rubrique 2714 et a décidé de ne plus prendre en charge la majorité des déchets initialement prévus dans le PAC. Un dossier PAC modifié a donc été transmis le 15 décembre 2024, ne conservant que l'ajout des déchets de fluides de coupe et d'eaux souillées.

La visite d'inspection du 25 septembre 2025 avait pour objectif principal de :

- faire un état des lieux entre ce qui est actuellement autorisé et ce qui est sollicité dans le PAC actualisé du 15 décembre 2024 ;
- constater les activités effectivement exercées sur le site.

Le présent rapport instruit également le rapport de base transmis en décembre 2020, qui actualise le rapport de base initial de 2019.

Contexte et thèmes de l'inspection :

- Situation administrative
- PAC
- Effluents liquides : suivi eaux souterraines et eaux pluviales
- Instruction rapport de base

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 1.2.1	Sans objet
2	Situation administrative : Instruction du PAC et volumes des activités	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 1.4.1	Sans objet
3	VLE des rejets liquides avant rejet dans le milieu naturel et fréquence	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.6.2	Observation
4	Nettoyage des dispositifs de traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.5.3	Sans objet
5	eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.7.1	Observation
6	Instruction du rapport de Base	Code de l'environnement du 17/11/2025, article L 515-30, R 515-59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis lors du contrôle du 25 septembre 2025 conduisent l'inspection à demander à l'exploitant de transmettre dès réception :

- le rapport d'analyse des eaux pluviales 2025 pour les deux points de rejets,
- les résultats d'analyses de la qualité des eaux souterraines du second semestre 2025. Nous lui rappelons que cette surveillance doit porter sur les 5 ouvrages en place.

Concernant le dossier de porter à connaissance reçu le 15 décembre 2024, les modifications projetées nécessitent uniquement :

- d'actualiser le tableau de classement des activités selon la nomenclature des installations classées (article 1.2.1) ;
- de modifier la liste des déchets admissibles dans l'établissement (article 71.1) ;
- d'ajuster la rédaction de certaines prescriptions encadrant la gestion des déchets, pour tenir compte des nouveaux déchets pris en charge.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint a été établi en ce sens, conformément aux articles R. 181-46 et 181-45 du Code de l'environnement.

La consultation préalable du CODERST sur ce projet d'arrêté est réglementairement facultative. En l'absence d'enjeu environnemental, nous la jugeons non-nécessaire.

Enfin, l'inspection prend acte de la transmission en date du 14 décembre 2020 du rapport de base actualisé n° CESICE205341 / RESICE11762-01, relatif à l'établissement d'Aiguebelle (Val d'Arc) exploité par la société TREZ.

Les conclusions du rapport de base sur l'état des sols et des eaux souterraines serviront de référence lors de la cessation, même partielle, de l'activité relevant de la directive IED, conformément à l'article R. 515-75 du Code de l'Environnement.

Nous demandons à l'exploitant de poursuivre la surveillance des eaux souterraines à fréquence semestrielle comme prescrit à l'article 4.71 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre de 2021 ainsi que la surveillance des sols prévus tous les 10 ans, qui doit démarrer en 2029.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 1.2.1
Thème : Situation administrative
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• Activités visées au tableau de classement ICPE de l'article 1.2.1 du 28 septembre 2021• Tableau des activités envisagées dans le dossier PAC-V2-décembre-2024 (page 12)
Constats : <p>Ce site est actuellement autorisé par arrêté préfectoral du 28 septembre 2021 à exploiter des installations de transit et regroupement pour les déchets suivants : huiles usagées, liquides de refroidissement et filtres à huile, selon les rubriques et capacités autorisées ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">• Rubriques 2718 et 3550:<ul style="list-style-type: none">• Capacité de stockage: 265 tonnes (réparties en 220 tonnes d'huiles usagées, 30 tonnes de liquides de refroidissement et 15 tonnes de filtres à huile).• Flux annuel autorisé: 4 000 tonnes/an.

- Rubrique 3510:
 - Capacité de stockage: 35 tonnes/jour.

Les déchets concernés sont détaillés dans le tableau ci-dessous, qui présente :

- les déchets actuellement autorisés,
- ceux initialement sollicités dans le porter-à-connaissance (PAC) de décembre 2024,
- les flux effectivement constatés sur site lors de la visite du 11 septembre 2025.

Rubrique/ régime	Activité	Niveau autorisé sur le site	Activités demandées dans le PAC de novembre 2024	Niveau constaté sur site le jour de l'inspection
2718-1 A	Transit, regroupement de déchets dangereux	<u>Quantité maximale de déchets susceptible d'être entreposée sur le site :</u> - Huiles usagées : 220 t - Liquides de refroidissement : 30 t - Filtres à huile : 15 t TOTAL : 265 t <u>Flux maximal pris en charge :</u> 4 000 t/an	<u>Quantité maximale de déchets susceptible d'être entreposée sur le site :</u> - Huiles usagées : 160 t, - Liquide de refroidissement : 30 t, - filtres à huiles : 30 t, - fluides de coupe/eaux souillées : 30 t TOTAL : 250 t <u>Flux maximal pris en charge : 5500 t/an</u>	- Huiles usagées en cuve : 40 t - liquides de refroidissement en cuve : 20 tonnes - environ 18 tonnes d'eaux souillées - environ 12 tonnes de fluides de coupes usagés en GRV - pas de filtres à huiles Total : 90 tonnes <u>Flux annuel 2024 : 3511 t/an</u>
3550 A	Stockage temporaire de déchets dangereux en attente de traitement			
3510A	Valorisation de déchets dangereux recourant à un mélange préalable à une opération de traitement	Capacité : 35 t/j	Capacité : 40 t/j	Environ 10 t/j
2714-2 D	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la	Rubrique non autorisée dans l'AP 2021		Aucune activité relevant de la rubrique 2714

	réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719			
Les volumes des activités sur site sont conformes aux seuils de l'arrêté préfectoral et aux seuils sollicités dans le PAC. Les flux annuels sont également respectés pour l'année 2024.				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 2 : Situation administrative : Instruction du PAC

Références réglementaires : - Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 1.4.1 relatif au porter à connaissance des modifications - Dossier de porter à connaissance reçu le 15 décembre 2024 - Décision K/K du 30/06/23 actant le caractère non substantiel des modifications.
Thème : Situation administrative, PAC évolutions de la nature des activités sur site
Prescription contrôlée : Article 1.4.1 : Porter à connaissance des modifications : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation et de ses compléments, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Pour mémoire, nous avons reçu le 22 mai 2023 (complété en juin 2023) un premier dossier de porter-à-connaissance (PAC) de l'établissement TREZ situé à Aiguebelle, accompagné d'une demande de cas-par-cas, pour laquelle la décision préfectorale du 30 juin 2023 avait conclu que la modification envisagée n'était pas soumise à évaluation environnementale. Cette demande initiale visait à répondre à une demande des clients de TREZ (détenteurs d'huiles usagées) souhaitant une prestation globale incluant la prise en charge de l'ensemble de leurs déchets d'activités. Ce premier dossier PAC constituait une modification des conditions d'exploitation relevant notamment de la rubrique 2718, avec : <ul style="list-style-type: none"> • l'ajout de codes déchets supplémentaires (issus de la réparation automobile) sans augmentation de la quantité totale de déchets présents dans l'installation ; • l'ajout d'une rubrique soumise à déclaration (2714) pour accueillir les pare-chocs, pneumatiques usagés, autres déchets automobiles et aérosols usagés.

Lors de l'inspection du 10 septembre 2024, il a été constaté que les évolutions projetées par l'exploitant ne correspondaient plus totalement au dossier PAC déposé le 2 juin 2023. En effet, l'exploitant a finalement renoncé à solliciter la rubrique 2714 et a décidé de ne pas faire transiter la plupart des déchets initialement prévus dans le PAC.

En synthèse, la modification demandée en décembre 2024 par l'exploitant porte uniquement sur :

- la baisse du stockage des huiles minérales usagées, passant de 220 t à 160 t (stockage en cuve aérienne) ;
- l'augmentation du stockage maximal de filtres à huile, initialement prévue de 15 t à 30 t, mais pour laquelle l'exploitant a confirmé par courrier du 4 décembre 2025 souhaiter maintenir le seuil actuel de 15 t (en raison d'une baisse d'activité) ;
- l'ajout d'un stockage de fluides de coupe/eaux souillées pour une quantité maximale de 30 t (stockage en cuves aériennes), concernant les codes déchets suivants : 12 01 07, 12 01 09, 12 01 10*, 12 01 19 et 16 10 01*** ;
- l'augmentation du flux annuel de déchets dangereux transitant sur le site, passant de 4 000 t/an à 5 500 t/an ;
- l'augmentation de la capacité journalière de la rubrique 3510, passant de 35 t/jour à 40 t/jour.

La quantité de stockage de liquides de refroidissement reste inchangée (30 t), conformément à l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2021.

Bien que la nature des déchets dangereux évolue avec l'ajout des fluides de coupe/eaux souillées, la quantité totale de déchets dangereux stockés sur le site diminue, passant de 265 t à 235 t (après ajustement demandé par l'exploitant).

Dans le rapport d'inspection du 6 novembre 2024, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre une version actualisée de son dossier PAC pour refléter ces modifications. Par courrier reçu le 15 décembre 2024, TREZ a adressé un dossier PAC modifié, conforme à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, incluant :

- une description du site ;
- une description des déchets pris en charge ;
- une notice synthétique sur l'impact environnemental des modifications ;
- une notice examinant les dangers liés à l'entreposage des filtres à huile ;
- une synthèse et analyse du projet.

Le site d'Aiguebelle relève de la directive IED au titre des rubriques 3550 et 3510. Son classement reste inchangé : TREZ conservera ses activités de transit/regroupement de déchets dangereux (rubriques 2718 et 3550), ainsi que la rubrique 3510 pour le mélange de déchets, tout en élargissant les types de déchets pris en charge.

Avis de l'inspection : Au vu des modifications sollicitées, l'inspection émet un avis conforme sur le classement proposé par l'exploitant.

Les activités projetées n'induisent pas de modifications significatives sur :

- la consommation d'eau ;
- les rejets d'eau (inexistants sur le site) ;
- les émissions atmosphériques (liées uniquement à la circulation des camions et engins, qui reste faible) ;
- le bruit.

Le seul impact potentiel concerne le trafic routier : la nouvelle activité générera 5 à 6 rotations de camions supplémentaires par semaine (s'ajoutant aux 20 rotations hebdomadaires estimées dans

le dossier PAC de 2020). Selon l'exploitant, ce trafic reste non significatif au regard du trafic existant sur les axes empruntés (RD 1006 et A43).

Avis de l'inspection : Avis conforme. Le trafic total lié au site restera très limité et inférieur aux capacités initialement autorisées en 2005 (36 000 t/an contre 5 500 t/an projetées).

Concernant le stockage des filtres à huile, lors d'un échange téléphonique du 2 décembre 2025, l'exploitant a indiqué revenir sur sa demande initiale (30 t) et souhaiter maintenir le seuil actuel de 15 t, en raison d'un recul de cette activité. Cette décision a été confirmée par mail le 8 décembre 2025. Actuellement, les filtres sont entreposés en fûts ou caisses-palettes avant expédition, un mode de fonctionnement peu optimal (expédition de contenants parfois peu remplis). Pour optimiser leur gestion, TREZ souhaite désormais les regrouper en benne étanche (capacité d'environ 15 t) pour une expédition en vrac. Cette benne sera placée sur la zone de stockage actuelle, dotée d'un dallage béton avec murets périphériques formant rétention.

Les fluides de coupe/eaux souillées seront entreposés dans deux cuves (15 m³ et 13 m³) en polypropylène homopolymère (PPH), matériau compatible avec leurs caractéristiques physico-chimiques. Chaque cuve est équipée :

- d'un dispositif de mesure de niveau en continu ;
- d'un niveau très haut (technologie différente pour éviter les défaillances communes) ;
- d'un système d'asservissement des pompes de transfert (notamment pour le déchargement) afin d'éviter tout débordement.

Ces cuves sont placées à l'intérieur d'une rétention de 500 m³, ce qui ne modifie pas les risques de déversement accidentel, déjà maîtrisés par l'exploitant (rétention sous-sol, capteurs de niveau, procédures de dépotage et rechargement, contrôle annuel de la rétention, etc.).

Avis de l'inspection : Compte tenu des dispositions mises en œuvre, l'activité de regroupement de fluides de coupe/eaux souillées et de filtres à huile en benne ne présentera pas de risque pour la qualité des sols ou des eaux souterraines.

S'agissant des risques d'incendie, le seuil autorisé de 15 t de filtres à huile (combustibles : 40 % papier, 30 % huile, 30 % métal) reste inchangé. Une étude du bureau ORIUM CONSEIL (29 avril 2021) a modélisé les conséquences d'un incendie du stock : bien qu'aucun risque d'inflammation des cuves d'huiles usagées (situées à 16 m) n'ait été identifié, un effet thermique pourrait endommager leur sommet et entraîner un épandage d'huiles dans la rétention. Pour y remédier, l'exploitant a installé :

- un écran thermique de 3,5 m (bardage double peau ou béton cellulaire) entre les stockages ;
- un détecteur incendie supplémentaire dans la zone d'entreposage des filtres.

Avis de l'inspection : Les mesures de maîtrise des risques proposées sont suffisantes ; le projet n'entraîne pas d'augmentation des risques accidentels.

Conclusion : L'exploitant conclut que les modifications présentées ne sont pas substantielles, au regard du 3^e critère de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement. Nous partageons cet avis : les modifications n'entraînent pas de dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Ainsi, le projet ne nécessite pas d'autorisation environnementale mais implique uniquement :

- la mise à jour du tableau de classement des activités (article 1.2.1) ;
- la modification de la liste des déchets admissibles (article 71.1) ;
- l'ajustement de certaines prescriptions pour encadrer la gestion des nouveaux déchets

(voir projet d'arrêté préfectoral ci-joint).

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été établi conformément aux articles R. 181-46 et R. 181-45 du Code de l'environnement. La consultation du CODERST, bien que facultative, n'a pas été jugée nécessaire en l'absence d'enjeu environnemental significatif.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : VLE des rejets liquides avant rejet dans le milieu naturel et fréquence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.6.2

Thème : Risques chroniques, rejets liquides : vle et fréquence

Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.6.2

Une fois par an, l'exploitant procède en période de fonctionnement normal des installations, et pour chacun des 2 points définis à l'article 4.6.1, à des prélèvements d'échantillons représentatifs des effluents rejetés.

Ces échantillons sont analysés pour les paramètres réglementés à l'article 4.5.3. Les analyses sont réalisées par un organisme ou laboratoire agréé, ou accrédité, et selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Constats :

L'exploitant a expliqué qu'il procède une fois par an à l'analyse des eaux pluviales en sortie de séparateurs. L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport d'analyse Eurofins du 17/12/2024 pour les deux points de rejets du site en sortie des séparateurs d'hydrocarbures n°1 et n°2. Les résultats sont conformes. Ce rapport n'appelle à aucune remarque de la part de l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Nous demandons à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, dès qu'il sera disponible, le rapport d'analyse des eaux pluviales 2025 pour les deux points de rejets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Nettoyage des dispositifs de traitement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.5.3

Thème : Risques chroniques, Dispositifs internes de traitement des effluents

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait vidanger, nettoyer et vérifier les séparateur d'hydrocarbures autant de fois que nécessaire et au minimum une fois par an. Les résidus des séparateurs d'hydrocarbures sont éliminées en tant que déchets dangereux selon les dispositions du titre 7. Les fiches de suivi des dispositifs de traitement, les attestations de conformité aux normes en vigueur ainsi que les bordereaux de suivi des déchets extraits de ces dispositifs le cas échéant sont conservés par l'exploitant.

Constats :

L'exploitant a indiqué que le nettoyage des deux séparateurs et du sous-sol du bâtiment qui est utilisé comme rétention des cuves ont été effectués par la SAS JORLAND le 27 août 2025. L'exploitant a précisé que le curage correspond uniquement à une prestation de pompage nettoyage : le contenu collecté est ensuite directement pris en charge par l'une des filiales du groupe AUREA auquel appartient la société TREZ, compétente pour le traitement de ce type d'effluent.

N° 5 : eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.71

Thème : Risques chroniques, surveillance de la qualité des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site. Cette surveillance est effectuée à minima sur les 3 piézomètres équipant le site (PZ sud, PZ usine, PZ marbrerie).

Dans ces forages, des mesures de niveau piézométrique, de prélèvements et analyses sont effectués au minimum deux fois par an, en périodes de basses et de hautes eaux, selon les méthodes normalisées en vigueur.

Constats :

L'exploitant assure un suivi régulier de la qualité des eaux souterraines sur le site, via un réseau de piézomètres (au minimum 4, idéalement 5) : PZ1 (amont), PZ Sud (amont latéral), PZ Usine (aval), PZ2 (aval) et PZ Marbrerie (aval hors site). Ce suivi inclut des mesures piézométriques, des prélèvements et des analyses, réalisés au moins deux fois par an (en périodes de basses et hautes eaux), conformément aux normes en vigueur.

Un rapport de surveillance des eaux souterraines, établi par SARPI-REMEDIATION en juillet 2025 (réf. : *Rapport n°M2250033SN01-V1*), présente les résultats des analyses effectuées le 23 mai 2025 sur les 5 piézomètres réglementaires (à l'exception du PZ Marbrerie, inaccessible lors de cette campagne). Les principales observations sont les suivantes :

- Profondeur des eaux souterraines : entre 7 et 8 mètres, avec un écoulement dirigé vers le nord-ouest, cohérent avec les campagnes précédentes.
- Présence de métaux dissous, chlorures et sulfates dans tous les ouvrages, mais à des concentrations inférieures aux valeurs de référence.
- Absence de détection des hydrocarbures C10-C40 et des cyanures.

Concernant le piézomètre PZ Marbrerie (Nord-aval du site), les dernières analyses disponibles (campagnes antérieures) avaient révélé des teneurs anormalement élevées en certains métaux par rapport aux références pour l'eau potable, notamment :

- Aluminium (2 000 µg/l),
- Arsenic (15 µg/l),
- Manganèse (200 µg/l). Le rapport de l'époque indiquait que ces dépassements pouvaient être liés à la présence de particules dans les échantillons, influençant les résultats, et qu'ils semblaient isolés. Une surveillance renforcée était alors recommandée pour les campagnes suivantes, mais celle-ci n'a pu être réalisée en mai 2025 en raison de l'inaccessibilité du piézomètre.

Pour le strontium, les concentrations mesurées lors de cette campagne (entre 400 et 500 µg/l) sont proches de la moyenne régionale (510 µg/l en Auvergne-Rhône-Alpes), comme lors des précédents suivis. Des campagnes complémentaires restent nécessaires pour évaluer l'évolution de ce paramètre dans le temps.

En synthèse, la campagne de mai 2025 n'a pas mis en évidence de dégradation de la qualité des eaux souterraines, confirmant ainsi le schéma conceptuel de décembre 2020. Les risques pour le site et son environnement sont donc jugés négligeables. La prochaine campagne est prévue en décembre 2025.

<p>Demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Transmettre sans délai les résultats des analyses du second semestre 2025 dès leur réception. • Veiller à ce que la surveillance porte systématiquement sur l'ensemble des 5 piézomètres, y compris le PZ Marbrerie, afin d'assurer un suivi complet et conforme.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Rapport de base

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/11/2025, article L 515-30, R 515-59</p>
<p>Thème : Risques chroniques, Rapport de base</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévu par le décret mentionné à l'article L. 515-31.</p> <p>Article L 515-30 du CE :</p> <p>Conformément à l'article L. 515-30 du code de l'environnement, seules les installations IED peuvent être redevables d'un rapport de base. Leurs exploitants doivent donc examiner les critères d'entrée dans la démarche, présentés dans les paragraphes suivants : Le 3° du paragraphe I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement définit les deux conditions qui, lorsqu'elles sont réunies, conduisent à l'obligation pour l'exploitant de soumettre un rapport de base. Un rapport de base est dû lorsque l'activité implique :- l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes, et- un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.</p> <p>Article R 515-59 du CE :</p> <p>3° Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.</p> <p>Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation. Il comprend au minimum :</p> <p>a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;</p> <p>b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier alinéa du présent 3°.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, un premier « rapport de base » a été transmis par l'exploitant en septembre 2019, avant l'arrêt définitif de l'activité de production de chlorure de zinc à partir d'acides usés de dézingage, conformément aux obligations d'évaluation prévues aux articles R. 515-75 et R. 512-39-1.III du Code de l'environnement. Ce diagnostic n'a pas révélé de pollution concentrée ou problématique nécessitant des mesures de gestion spécifiques. Aucune observation particulière</p>

n'a été formulée par l'inspection, et aucune suite n'a été requise.

À la suite du changement d'activité du site – désormais dédié au transit/regroupement d'huiles minérales usagées – l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2020 a imposé la mise à jour du rapport de base. En application de l'article L. 515-28 du Code de l'environnement, l'exploitant a transmis ce rapport actualisé par courrier du 14 décembre 2020, établi par le bureau d'études BURGEAP (réf. : CESICE205341 / RESICE11762-01). Ce document, conforme aux recommandations du ministère de l'Environnement, comprend :

- Une étude historique des activités du site ;
- Une étude de vulnérabilité ;
- Un examen des données disponibles concernant la pollution des sols et des eaux souterraines, mettant en évidence quelques anomalies ponctuelles pour certains métaux (aluminium, manganèse) dans les eaux souterraines, provenant de l'amont du site ;
- Les résultats des investigations de sols menées en juillet 2019 :
 - 6 sondages réalisés à des profondeurs maximales comprises entre 3,6 et 5 mètres, répartis autour du bâtiment industriel.
 - Analyses révélant des impacts ponctuels sur les sols superficiels :
 - Zinc : concentration maximale de 1 900 mg/kg (soit 19 fois le bruit de fond retenu) ;
 - Cuivre : concentration maximale de 170 mg/kg (soit 9 fois le bruit de fond retenu) ;
 - Aluminium : concentration maximale de 18 000 mg/kg (aucun bruit de fond disponible pour comparaison).
- Un schéma conceptuel synthétisant ces observations.

Compte tenu de la couverture des sols et de l'absence de substances volatiles, le bureau d'études a conclu à la compatibilité de l'usage industriel avec l'état du site.

L'ensemble des diagnostics réalisés permet désormais de disposer d'un réseau relativement dense de sondages de sols, offrant une bonne couverture des zones sensibles du site.



L'étude historique a mis en évidence les éléments suivants :

- Avant 1968, le site était apparemment dédié à des activités agricoles ;
- En 1968, construction du premier bâtiment industriel pour des essais de production de chrome électrolytique à partir de silico-chrome ;
- En 1984, extension du bâtiment industriel ;
- Le site a ensuite accueilli diverses activités : imprimerie de cartonnage, conception d'emballages, dépôt de meubles plastiques, fabrication de circuits électroniques, jusqu'à l'installation en 2008 de la société TREZ pour la production de poudre de zinc ;
- En 2009, un incendie détruit le bâtiment, suivi d'une reconstruction et d'une reprise de la production en juin 2011 ;
- En octobre 2019, arrêt de l'activité de production de chlorure de zinc à partir d'acides usés de dézingage ;
- Le 12 octobre 2020, démarrage de l'activité de transit/regroupement des huiles minérales usagées ;
- Le site est référencé dans les bases BASIAS et BASOL ;
- Plusieurs sources potentielles de pollution liées à son historique ont été identifiées ;
- La première nappe phréatique (nappe des alluvions) se situe entre 6 et 7 mètres de profondeur sous le site. L'analyse des substances dangereuses actuellement stockées et utilisées conclut à un faible risque de contamination du sous-sol.

Des études antérieures ont révélé :

- La présence de métaux (Sb, Cr, Co, Cu, Ni, Se) dans les matériaux de surface, avec des concentrations ponctuellement supérieures aux valeurs de bruit de fond ;
- Une concentration notable de nickel dans le sondage CPS2 à 2 mètres de profondeur ;
- Les boues présentes jusqu'en 2003 dans le tunnel contenaient des métaux (Ba, Cr, Sn, Ni, Pb, Zn) et des hydrocarbures en concentrations significatives, attestant d'un impact avéré. Ces boues ont été pompées et évacuées par GRS VALTECH les 8 et 9 septembre 2003 ;
- Les investigations de juillet 2019 (BURGEAP) ont confirmé la présence ponctuelle de cuivre et de zinc à des concentrations supérieures aux valeurs de bruit de fond ;
- Les analyses des eaux souterraines (conformément à l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005) avaient mis en évidence des teneurs en aluminium, manganèse et arsenic supérieures aux seuils pour l'eau potable, avec des concentrations plus élevées en amont qu'en aval hydrogéologique. Ces dépassements n'ont pas été confirmés lors de la campagne de novembre 2020.

Les investigations réalisées, tant passées que récentes, permettent de dresser un état environnemental complet du site et d'évaluer les risques de contamination du milieu souterrain. Bien que des impacts significatifs en métaux (antimoine, chrome, cobalt, cuivre, nickel, zinc) aient été identifiés dans les sols, la poursuite de la surveillance des eaux souterraines est recommandée. Le site reste compatible avec son usage industriel actuel, en l'absence de voie d'exposition pour les usagers.

Le rapport de base remis par l'exploitant en décembre 2020, concernant la pollution des sols et des eaux souterraines, ne nécessite pas d'observation particulière de notre part. Il constitue une pièce de référence du dossier "installations classées", offrant une photographie initiale (à t0) de l'état du site. Conformément aux articles L. 515-30 et R. 515-59, ce rapport servira de base pour déterminer l'état dans lequel le site devra être rendu lors de la cessation définitive de l'installation 3510. Il n'aura pas à être mis à jour.

Avis du service d'inspection : Le « rapport de base » transmis en décembre 2020 répond aux obligations énoncées aux articles R. 515-75 et R. 512-39-1.III. Le diagnostic n'a pas révélé de

pollution concentrée ou problématique nécessitant des mesures de gestion spécifiques. Aucune observation particulière ni suite n'est requise.

Analyse de l'inspection

L'inspection accuse réception du rapport de base actualisé n° CESICE205341 / RESICE11762-01, transmis le 14 décembre 2020, relatif à l'établissement d'Aiguebelle (Val d'Arc) exploité par la société TREZ.

Les conclusions de ce rapport, concernant l'état des sols et des eaux souterraines, constitueront la référence obligatoire en cas de cessation d'activité (même partielle) relevant de la directive IED, conformément aux dispositions de l'article R. 515-75 du Code de l'Environnement.

Demandes de l'inspection :

- Poursuivre la surveillance des eaux souterraines à fréquence semestrielle, comme prescrit à l'article 4.71 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2021.
- Mettre en œuvre la surveillance décennale des sols, dont la première campagne devra être réalisée à partir de 2029, conformément aux exigences réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

ANNEXE

Plan localisant la nouvelle activité de stockage des fluides de coupes/eaux souillées

Le plan figurant ci-dessous présente la localisation dans le bâtiment d'exploitation des différentes zones citées.

